

Une belle fête du PCF au Guilvinec samedi 15 juillet



La fête de la section communiste du pays bigouden au Guilvinec a encore été réussite cette année. Participation populaire, groupes de musique et échanges politiques préparant résistances et alternatives à Macron et son monde de la finance, ont fait son succès.

Ci-dessous l'intervention d'Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF 29, lors de cette belle soirée du samedi 15 juillet 2017.



Bonjour à toutes et tous,

Quel plaisir d'être là avec vous sous le soleil à cette belle fête du Travailleur Bigouden, à l'invitation de la section communiste du Pays Bigouden!

Quel plaisir de nous retrouver au Guilvinec, ville de pêche et de conserveries, de chantiers navals, petite ville à forte mémoire ouvrière!

Les militants et sympathisants communistes se sentent ici en pays ami comme dans tous les ports du pays bigouden, de la pointe sud-ouest du Finistère, entre Douarnenez et de Concarneau.



Le Guilvinec, un port empli de luttes et résistances sociales et politiques

En 1926, c'est la grande grève des ouvrières des conserveries au Guilvinec, à Lesconil et dans tous les ports aux alentours, organisée avec l'aide de **Charles Tillon** de la CGTU, futur grand résistant et membre des Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne. Les ouvrières demandaient 22 centimes d'augmentation pour leur tarif horaire. « *Pemp real ar vo !* » : ce sera un franc 25.

Les ouvrières bigoudènes à coiffe manifestaient en chantant l'Internationale et des chansons de lutte en breton, drapeau rouge en tête.

Une image forte de la lutte des classes en terre bretonne qu'a immortalisée en 1982 l'artiste quimpérois **Alain Le Quernec** pour une conférence de l'UL CGT sur les luttes sociales en pays bigouden.

Charles Tillon, élu conseiller municipal à Douarnenez avec **Daniel Le Flanchec**, raconte qu'une ouvrière d'usines de conserverie sur quatre ou cinq était tuberculeuse. « *Le mouvement victorieux des femmes d'usine a entraîné les pêcheurs à mieux prendre conscience de leurs droits et qu'en*

labourant la mer, ils étaient à la source de tout ».

Il est resté des traces profondes de ce beau combat des forçats de la mer dans l'histoire politique et sociale de la région.

Le Guilvinec faisait partie des 5 communes à municipalités communistes du Finistère à la veille du Front Populaire en 1935 avec Treffragat, Beuzec-Conq, Douarnenez et Concarneau.

Pendant la guerre, la résistance communiste au Guilvinec fut importante, animée notamment par l'ancien maire **Marc Scouarnec** jusqu'à son arrestation, **Pierre Cossec**, **Pierre Tanneau**, etc.. qui constituèrent une cellule communiste clandestine.

Jean Le Brun, futur maire communiste du Guilvinec fut déporté à Buchenwald. Employé à France Navigation, il faisait passer des armes à l'Espagne République, appartenait au réseau « Orchestre Rouge ». Déporté à Buchenwald, **Marcel Paul**, dirigeant communiste de la Résistance du Camp, le chargea de protéger coûte que coûte Marcel Bloch, le futur Marcel Dassault, l'avionneur qui avait accordé des congés payés aux ouvriers de ses usines avant même le Front Populaire et dont les services étaient jugés nécessaires à la reconstruction de la France par le Parti Communiste.

De 1945 à 1983, avec les anciens résistants Marc Scoarnec et Jean Le Brun pour maires, Le Guilvinec est restée une mairie gérée par les communistes.

Si le communisme, la « *jeunesse du monde* » pour reprendre les propos d'Henri Malberg, est toujours une tâche à réaliser et non un patrimoine muséal à gérer, bien sûr, c'est aussi en se tournant vers ce passé du communisme populaire aux fortes traditions locales, et ses combats pour la dignité des ouvriers, des pêcheurs, des travailleurs, pour la liberté de notre pays et la lutte contre l'occupant nazi et les collaborateurs, que l'on tire des leçons d'engagement et de politique.



Les communistes à l'avant du combat antifasciste

Ainsi, c'est en mesurant le poids des combats de nos aînés que nous avons jugé nécessaire de faire à nouveau barrage à l'extrême-droite et aux idées rances de Marine Le Pen aux élections présidentielles.

Et avant cela de tout mettre en œuvre pour rassembler et faire gagner une gauche capable de préserver et d'étendre les conquêtes sociales et démocratiques, parce qu'elle affronterait le monde de l'argent. Nous n'avons pas envie que l'on continue à abîmer les services publics, l'hôpital, la sécurité sociale, le droit du travail, à renforcer la pauvreté, la précarité et le chômage avec des politiques pro-finance et inégalitaires.

Nous avons pris nos responsabilités en plaidant pour l'unité de la gauche authentique et en soutenant Mélenchon après un long débat interne et un vote souverain assez partagé de nos adhérents pour tenter de qualifier un candidat de gauche au second tour des Présidentielles.

Nous n'avons pas réussi à gagner notre pari, mais la barre était très haute tant les institutions desservent la gauche d'alternative et tant Hollande et les socialistes qui l'ont soutenu ont une responsabilité écrasante sur le discrédit de la gauche pour une grande partie de nos concitoyens.

Le piège présidentialiste s'est refermé

Un candidat qui a obtenu 24 % des voix aux premiers tours des présidentielles, qui a bénéficié d'un vote CONTRE au second tour, et d'une résignation aux législatives, va bénéficier de tous les pouvoirs pour mener, avec une majorité hybride et caméléon (ex-PS centristes ou de droite comme Le Drian et écolos centristes, nouveaux venus à En Marche, droite libérale) mais une majorité aux ordres, un projet de gestion de l'économie et de la société au service du *big business*.

Les forces de l'argent avaient deux fers au feu, Fillon et Macron.

Fillon délégitimé par la radicalité de son programme et de ses appuis de droite extrême, par ses affaires d'enrichissement familial, c'est Macron, soutenu dès le départ par bon nombre de milliardaires, d'actionnaires du CAC 40 et de patron de presse, qui a réussi le tour de force de gagner un projet néolibéral, austéritaire, et pro-Europe des marchés, minoritaire de notre pays, en réussissant à fédérer différentes fractions de la bourgeoisie et à se faire passer pour le candidat du renouveau, lui dont la politique est promue par les élites depuis 35 ans, lui qui était le conseiller, puis le ministre des Finances, de François Hollande.

Lui qui a inspiré ces cadeaux aux grandes entreprises qu'étaient le CICE et le Pacte de responsabilité, mesures dictées par le MEDEF qui ont coûté 40 milliards d'euros aux finances publiques, avec pour résultat 500 000 chômeurs en plus, 46 milliards de dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires en 2016 (13 % en plus) !

Dans ce contexte difficile, avec un second tour des présidentielles ayant vu l'élimination de la gauche, l'affrontement entre néolibéralisme et populisme d'extrême-droite, nous regrettons profondément l'attitude de Jean-Luc Mélenchon et de la direction de France Insoumise qui, malgré l'appui des communistes à Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles (414 parrainages d'élus communistes pour le

candidat), ont préféré joué la concurrence et le cavalier seul aux élections législatives, pour tenter d'installer une nouvelle hégémonie à gauche.



La situation méritait autre chose que des luttes électorales fratricides

Résultat : une abstention record, un éparpillement des voix, 28 députés communistes et France Insoumise là où nous aurions pu en compter deux fois plus ! La gauche, si l'on compte les députés PS non ralliés à Macron, et qui sont pour l'instant dans une politique de ni-ni très équivoque, ni opposition, ni ralliement au nouveau Bonaparte du monde des affaires, ne compte plus que 64 députés.

Une déroute inédite pour la gauche, à référer à ses moins de 30 % des élections présidentielles : signe d'une dangereuse recomposition en cours, d'un vrai risque de marginalisation, et du poids terrible des logiques anti-démocratiques de la Ve République : personnalisation du pouvoir et des enjeux politiques, toute-puissance du président, dépendance du monde politique par rapport au monde de l'argent, élections législatives transformées en instance de validation des dynamiques des présidentielles, absence de proportionnelle.

Les résultats du PCF ne sont globalement décevants aux législatives, malgré notre implantation militante active tout au long de l'année en dehors des campagnes électorales, des candidats souvent jeunes, issus du monde du travail, élus de

terrain au bon bilan, en dehors des régions d'implantation forte, nous ne résistons pas à la vague France Insoumise avec qui nous partageons un espace politique, celui de la gauche de transformation.



Des député.e.s communistes au service du peuple contre Macron et pour de nouveaux droits sociaux démocratiques pour tou.te.s !

Malgré tout, nous avons 12 députés communistes à l'assemblée nationale, dont 9 nouveaux, en comptant **Huguette Bello**, du PC réunionnais. Et nous pouvons former un groupe autonome avec 4 députés d'outre-mer de gauche. Groupe présidé par **André Chassaigne** avec les députés de Seine-Maritime **Sébastien Jumel** et des Bouches-du-Rhône **Pierre Darhéville** comme porte-paroles.

Ces députés communistes ont déjà commencé à batailler contre le Président de « *ceux qui comptent* », celui qui regarde de haut « *ceux qui ne sont rien* » dans les gares, comme ces « *illettrés de Gad* », celui qui prend ses consignes au MEDEF, ressuscite les préjugés les plus condescendants à propos de nos amis africains, celui qui s'achète une vitrine internationale interlope en invitant Poutine à Versailles, le milliardaire Trump, le fossoyeur du climat, populiste, imbécile et raciste, au 14 juillet, et Netanyahu, le

président d'extrême-droite israélien, aux commémorations de la rafle du Vélodrome d'Hiver les 16 et 17 juillet : 13 000 juifs, dont 4000 enfants, arrêtés brutalement au petit matin par la police française, entassés au Vel d'Hiv, avant d'être transférés dans les camps de transit, puis dans les camps d'extermination allemand.

Notre regretté camarade **Henri Malberg**, qui vient de disparaître cette semaine à 87 ans, ancien dirigeant communiste de la fédé de Paris et porte-parole du groupe des élus communistes parisiens, qui a échappé de peu à la rafle du Vel d'Hiv, n'aurait pas aimé que l'on demande à un chef d'Etat brutal, raciste et irresponsable comme Netanyahu d'honorer les victimes juives du fascisme français et allemand, comme si le chef d'Etat d'Israël, engagé dans une politique de colonisation et d'apartheid à droite toute, était le porte-parole des juifs du monde entier.

Défenseurs du peuple à l'assemblée, les députés communistes ont voté contre la confiance au gouvernement Edouard Philippe, ont boycotté le discours d'Emmanuel 1er à Versailles, ils ont combattu, alinéa par alinéa, les 9 articles de la loi travail qui va encore renforcer la remise en cause du code du travail après une loi El Khomri rejetée par 2/3 des français et contre laquelle s'était levé un mouvement social de haute intensité pendant 8 mois.

Cette loi travail rejetée dans ses contours actuels par 60 % des Français qui facilite les licenciements économiques, réduit les pouvoirs d'intervention des syndicats, dénature les CDI, réduit les indemnités versés par les patrons en cas de licenciement injustifié, créant un véritable droit au licenciement abusif. Elle fait disparaître le CHSCT.

Nos parlementaires ont aussi porté dans ce débat l'exigence de la réduction du temps de travail (passage à 32h pour 2021)

Ils ont voté contre les nouvelles exonérations d'ISF (3 à 4

milliards d'euros à partager pour les riches), le maintien de la TVA à 21 %, la hausse de la CSG qui va durement frapper les retraités et continuer à détruire les fondements de la Sécu, basée sur le prélèvement sur les richesses produites dans l'entreprise.

46 % des baisses d'impôts voulues par Macron vont profiter aux 10 % de Français les plus riches a révélé le magazine Capital la semaine passée.

Nos parlementaires ont voté pour la suppression des emplois familiaux, pour que les élus condamnés pour des abus de biens sociaux deviennent inéligibles. Ils ont rejeté l'inscription dans la loi des mesures d'exception de l'état d'urgence qui menacent aussi tous ceux qui s'engageront dans la contestation sociale, les syndicalistes notamment.

Je pourrais continuer longtemps à illustrer la combativité des élus communistes, qui, dans l'ensemble, dans l'histoire, à quelques exceptions près, sont ceux qui n'ont jamais trahi les travailleurs et les classes populaires, ceux qui ont voulu faire du respect de la dignité du peuple et de l'accès de tous aux droits essentiels un objectif de civilisation dans les Palais de la République.

Toutefois, le vrai défi, c'est de faire monter la résistance populaire à Macron et à ses politiques capitalistes, et dès maintenant d'organiser la reconstruction sur de nouvelles bases d'une gauche conquérante et rassembleuse, travaillant pour l'intérêt commun, avec un projet tenant compte des évolutions de la société et des nouvelles attentes sociales, mais ne désertant pas les piliers historiques du projet de gauche que sont la défense des exploités, l'égalité des droits, la volonté de combattre les prédatons capitalistes, la laïcité, la Paix.

Le Parti Communiste se croit utile à réaliser cet objectif de part son histoire, ses valeurs, ses idées, ses milliers de

militants et d'élus.



Le capitalisme financier et mondialisé n'a jamais été si brutal, si manifestement une force de régression qu'aujourd'hui quand 8 hommes les plus riches de la planète possède autant que la moitié de l'Humanité, quand les 20 milliardaires les plus aisés de France possèdent autant que 40 % des Français (étude d'OXFAM en 2016).

Nous devons travailler aussi de son côté à réveiller une perspective d'espoir et de société non soumise à l'argent et au capitalisme, à repenser notre stratégie, notre communication, notre présence et notre organisation militante, nos propositions, pour contourner le « mur ou du mépris du silence » des médias publics ou privés, et ne pas laisser aux seules forces populistes et bonapartistes le terrain.

Ce sera l'objet notre congrès extraordinaire en 2018.

Merci de votre attention et bonne fête !

Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF 29

Le 5 juillet contre la loi travail les Finistérien-ne-s dans la rue



La Fédération du Parti Communiste Finistère appelle à participer massivement aux rassemblements contre la loi travail.

- À Quimper place de la Tourbie à 11h30
- À Brest place Liberté à 17h30

COMMUNIQUE CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL Le souffle ne nous manque pas !

La journée du 28 juin a été comme toutes les autres journées de mobilisation depuis 4 mois, réclamant le retrait du projet de loi et l'obtention de nouveaux droits, un succès des salarié-es, jeunes, privé-es d'emplois et retraité-es, succès et détermination qui ne s'essoufflent pas ! Ceci malgré certaines conditions de manifestation qui n'ont pas permis à toutes et à tous d'y participer.

Les premiers résultats de la votation citoyenne, lancée par

les organisations syndicales depuis un mois, ont été remis à l'Elysée au conseiller social du Président de la République le 28 juin au matin ainsi que dans les préfectures pour les votations départementales. Plus de 700 000 votants, 15 796 bureaux de votes principalement dans les entreprises, 92% des votants pour le retrait du projet de loi travail, viennent renforcer l'ensemble des rassemblements, actions et manifestations unitaires.

De même, l'opinion publique dans les derniers sondages soutient toujours la mobilisation contre ce projet de loi, 70% disent même qu'ils sont contre l'utilisation du 49.3 pour le faire adopter.

Ce projet est minoritaire à tout point de vue.

Le 23 et le 28 juin tou-te-s dans la rue contre la loi El Khomri/Medef !



Communiqué du PCF Finistère : plus que jamais mobilisés contre la loi El Khomri et la politique autoritaire et anti-sociale du gouvernement les 23 et 28 juin !

L'énorme manifestation du 14 juin a montré que la mobilisation contre la loi travail est plus forte que jamais. Rien de plus normal ! La loi El Khomri est la loi du Medef. C'est aussi une loi directement dictée par les institutions européennes au nom de leurs dogmes néo-libéraux et pro-finance qui, partout en Europe, font monter la précarité, le chômage, les inégalités. Le refus de voir pulvérisées les protections qu'ont gagnées les salarié-e-s grâce à leurs luttes et aux conquêtes politiques de la gauche continue d'être largement majoritaire dans une opinion publique acquise au soutien de ce mouvement. C'est que la population, les salarié-e-s, les jeunes n'acceptent pas cette fragilisation massive que l'on veut leur imposer, cette généralisation de la précarité et du dumping social contenues dans la loi El Khomri, dans un pays qui crée plus de richesses que jamais.

Plutôt que de reconnaître la réalité de ce mouvement, le gouvernement et le président de la République s'enferment dans le déni, le mépris, l'autoritarisme pour faire passer en force leur projet. Incapables de trouver une majorité parlementaire, ils veulent renouveler l'utilisation du 49-3 pour empêcher le débat, ils mènent campagne contre les syndicats qui luttent et refusent de négocier le poids des chaînes, utilisent la division, le mensonge, la menace.

La mobilisation a déjà payé, elle peut l'emporter.

Le Parti communiste appelle à participer aux mobilisations des 23 et 28 juin prochains et à étendre la solidarité avec le mouvement et les actions des grévistes.

Le jeudi 23 et le mardi 28 juin à 12h à Brest, Morlaix, Quimper, Quimperlé, manifestons nombreux pour le retrait de la loi El Khomri.

La mobilisation sociale en cours contre la destruction du Code du travail est une chance pour notre pays. Face à l'autoritarisme du gouvernement, face à l'instrumentalisation des peurs et de la xénophobie à droite et à l'extrême-droite, elle porte une logique d'espoir pour la défense des principes d'égalité et de solidarité, la reconstruction d'une alternative politique réellement à gauche.

lettre aux député-e-s du Finistère sur la loi El Khomri



Madame, Monsieur le-la député(e),

Vous allez vous prononcer sur la « loi travail ».

Ce texte suscite un rejet fort dans l'opinion publique – trois français sur quatre y sont opposés -particulièrement dans le monde du travail et dans la jeunesse.

Sous la pression populaire le gouvernement en a réécrit quelques articles.

Mais sa logique reste la même : affaiblissement de l'ordre social public, notamment par l'inversion de la hiérarchie des normes, dégradation des conditions de travail des salariés, recul des droits de protection sociale.

Cette architecture mortifère conduira à plus de précarité, plus d'insécurité, plus de chômage.

Vous le savez, le projet de loi met fin de fait aux trente-cinq heures. C'est une nouvelle attaque contre le temps libre, le temps consacré à la famille, aux loisirs, aux sports et à la culture, à l'engagement dans la vie associative.

Mais ce n'est pas la seule dérive. En voici quelques autres :

On travaillerait plus pour gagner moins, jusqu'à douze heures

par jour par simple « accord ».

Les licenciements seraient facilités.

Les risques encourus par les patrons pour licenciement abusif seraient réduits.

Les femmes seraient particulièrement pénalisées, notamment à travers la déréglementation des temps partiels.

Les employeurs auraient toute liberté pour décider de l'ordonnancement de la semaine et contourner la majoration du dimanche.

La médecine du travail, les prud'hommes, les institutions représentatives du personnel seraient laminées.

Contrairement à un principe fondateur de notre droit social destiné à protéger les salariés, des accords d'entreprises pourraient contenir des dispositions plus défavorables aux travailleurs que ce que prévoit la loi.

Les dispositifs, adoptés pendant cette mandature -CICE qui devait créer 1 million d'emplois, ANI, Loi Macron- tous en faveurs du patronat, n'ont fait qu'aggraver le chômage et la précarité. Il est grand temps pour vous de tirer les enseignements de cette politique d'orthodoxie libérale, d'en dresser le vrai bilan et d'agir en conséquence.

Vos électrices, vos électeurs, dont nous sommes d'ailleurs, ne vous ont pas donné mandat pour imposer au monde du travail, à toute la société, une telle conception régressive des rapports sociaux, des rapports au travail.

Nous vous demandons d'écouter les voix qui s'élèvent partout dans le pays, et de vous opposer à ce projet de loi.

Nous vous prions d'agréer, [Monsieur le Député/Madame la députée], l'expression de notre considération la plus distinguée.